Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 26 (2019)

Heft: 3: Entreprises, institutions, territoires = Unternehmen, Institutionen, Territorien

Vorwort: Entreprises, institutions, territoires = Unternehmen, Institutionen, Territorien

Autor: Eichenberger, Pierre / Leimgruber, Matthieu / Zaugg, Roberto

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Entreprises, institutions, territoires

Pierre Eichenberger, Matthieu Leimgruber, Roberto Zaugg

«De toute évidence, l'histoire économique vit une véritable renaissance», soulignait récemment la Société suisse d'histoire économique et sociale dans un annuaire consacré aux «Nouvelles contributions à l'histoire économique».[1] Après avoir été reléguée au second plan par la popularité des approches inspirées de l'histoire culturelle, l'histoire économique suscite en effet, et notamment dans le sillage de la grande crise qui a ébranlé l'économie mondiale depuis 2008, un intérêt renouvelé parmi les historiennes et les historiens. Les défis posés à ce champ historiographique demeurent cependant nombreux. Parmi eux figure à n'en pas douter le découplage de plus en plus profond entre les recherches portant sur les dynamiques économiques effectuée dans le champ des sciences historiques et celles menées dans le champ des sciences économiques. Depuis les années 1970, à mesure que l'histoire délaissait les problématiques économiques, la science économique s'affranchissait quant à elle des autres sciences sociales et historiques dans un double mouvement d'abstraction théorique toujours plus poussé et de mathématisation de ses recherches.

Ce numéro de *traverse* ne se donne pas pour but de revenir de nouveau sur les causes et les effets de ce découplage et sur l'incompréhension grandissante entre ces deux groupes de disciplines, sujet qui a déjà été abordé à maintes reprises.[2] Il réunit au contraire des articles qui interrogent les interactions entre trois objets classiques de l'histoire économique: les entreprises, actrices centrales de la vie économique; les institutions, soit les règles formelles qui visent à encadrer leur comportement et qui sont en permanence renégociées par les acteurs; et enfin les territoires dans – ou à travers – lesquels les entreprises déploient leurs activités, qui sont à leur tour façonnées par les pratiques économiques. Ce faisant, ce numéro ambitionne de contribuer au débat sur l'encastrement social et géographique de l'activité des entreprises durant différentes périodes historiques.

Les contributions rassemblées dans ce numéro revisitent notamment les travaux de l'économie néo-institutionnelle,[3] ainsi que les recherches portant sur l'histoire des entreprises.[4] Les articles, tout comme les recensions thématiques rassemblée en fin de volume, abordent en particulier les questions suivantes:

quelles formes d'organisations entrepreneuriales ont-elles émergé au cours des siècles? Comment ces dernières ont-elles interagi avec les institutions de leur temps? En retour, comment les entreprises ont-elles influencé les institutions et les contextes dans lesquels elles évoluaient? Quel a été le poids des facteurs territoriaux – voire plus largement spatiaux – dans la conception des stratégies entrepreneuriales? Comment les entreprises ont-elles contribué à façonner les espaces géographiques? Dans quels jeux d'échelles ces pratiques peuvent-elles être analysées par les historiennes et les historiens? En quoi les interactions entre acteurs économiques, institutions et territoires peuvent-elles contribuer à un renouveau théorique des recherches sur l'histoire des entreprises et des personnes qui les dirigeaient?

En ouverture de ce dossier, Ulla Kypta remet en cause la pertinence des catégories de «firme», voire d'«entreprise», pour caractériser les sociétés de commerces actives à Anvers à la fin du Moyen Âge. Ces catégories suggèrent en effet des unités clairement identifiables, structurées de manière hiérarchisée, qui ne correspondent cependant en fin de compte pas aux formes d'activités commerciales de cette époque. Aux XVe et XVIe siècles, la notion de «société» tend à décrire l'ensemble d'un capital investi dans différentes activités plutôt qu'une structure clairement identifiable. Les sociétés de commerce n'emploient pas de personnel, et elles ne se présentent pas comme des unités clairement distinctes dans leur relation avec leur environnement; l'assimilation de ces formes commerciales aux entreprises contemporaines n'est donc pas adéquate. Comme le souligne avec justesse l'auteure, la recherche sur les activités des commerçants au Moyen Âge a donc tout à gagner à opter pour une analyse en termes institutionnels, qui permet de saisir les structures formelles et informelles ainsi que les règles et les normes sans pour autant réifier ces formes difficilement identifiables.

L'étude de Christina Brauner se penche sur les pratiques de publicité liées à la commercialisation des pompes à incendie en Hollande et en Angleterre autour de 1700. Cette étude de cas donne à voir les stratégies adoptées dans le contexte de ce marché très spécifique. Ainsi, quand bien même les acheteurs potentiels pour cet équipement étaient essentiellement des autorités communales, la publicité pour ces produits visait à diversifier ces acheteurs potentiels tout comme les produits eux-mêmes. À partir de l'étude approfondie d'un fabricant d'origine néerlandaise établi à Londres, l'article analyse les interactions entre stratégies de localisation régionales et échanges transrégionaux intenses, à l'image de nombreuses autres technologies développées à l'époque moderne. Si les producteurs de pompes à incendie utilisaient leur localisation de manière stratégique pour viser une clientèle locale, les stratégies de localisation n'en sont pas moins révélatrices – c'est la thèse de cet article – de traductions et de transferts complexes.

La contribution de Nina Flurina Caprez, Pascal Pauli et Annina Sandmeier-Walt

se penche sur un objet d'étude atypique, et fait le pari d'analyser l'Abbaye de Muri (canton d'Argovie) comme une «entreprise». Les auteur·e·s étudient notamment sur les stratégies d'adaptation que cette institution religieuse a mises en place afin de répondre aux crises et aux mutations économiques du «long XIXe siècle». L'article identifie ainsi une phase d'opulence relative, à mettre au crédit d'un mélange de privilèges et de management réussi. À la suite de réformes mal avisées ayant induit de fortes pertes au cours de la première moitié du XIXe siècle, l'Abbaye entame un processus de déclin. L'abandon de l'Abbaye de Muri en 1841 et la reprise de nouvelles «filiales» à Sarnen (canton d'Obwald) et à Gries (Tyrol du Sud) changèrent la forme et les activités économiques de l'Abbaye. La Première Guerre mondiale ainsi que les dépréciations qui en découlèrent posèrent de nouveaux problèmes à l'Abbaye. En conséquence, le couvent, devenu une entité transnationale – sorte de holding d'un type bien particulier – transféra sa fortune du Tyrol du Sud vers la Suisse.

Boris Belge replace l'épidémie de peste de l'année 1837 dans le port d'Odessa dans une perspective d'histoire économique, sociale et culturelle. Il s'intéresse aux mesures de quarantaine mises en place dans ce contexte, aux personnes chargées de leur exécution, mais également aux matelots ou capitaines devant se plier à l'isolation. Comme le montre l'article, les procédures de prévention des épidémies étaient davantage inspirées par les expériences passées de l'administration militaire et économique que par les statuts et les règlements officiels. L'épidémie de peste de 1837 révèle ainsi les savoirs accumulés, les pratiques concrètes, les désaccords et les rapports de pouvoir, ainsi que les diverses appropriations de la quarantaine. En confrontant des concepts économiques tels que le *moral hazard* avec des approches permettant de penser la production de connaissance et l'étude des pratiques concrètes, cet article offre un nouveau regard sur une institution clé à cheval entre préoccupations sanitaires et économiques.

La contribution de Jean Rochat thématise, quant à elle, les questions centrales qui agitent partisans et critiques de l'économie des institutions. Rochat regrette que le dialogue de l'économie avec les autres sciences sociales – et avec l'histoire en particulier –, qui semblait être possible à la suite de la montée en puissance de l'économie institutionnelle, n'ait finalement pas eu lieu. Il critique notamment l'*endowement perspective* qui postule, souvent implicitement, que les institutions ont une valeur intrinsèque et qu'elles sont exogènes aux économies qui les intègrent, c'est-à-dire qu'elles sont bonnes ou mauvaises indépendamment de leur situation historique. Sur la base de deux études de cas – la première portant sur la mise en place et les usages du droit de la société anonyme dans le France du XIXe siècle, la seconde sur les usages des consortages dans le Valais romand dans l'entre-deux-guerres – l'article suggère aux historien·ne·s de mettre l'utilisation concrète des institutions par les acteurs au centre de leurs analyses.

Manuel Dür aborde la césure que représente la Première Guerre mondiale pour de nombreuses multinationales en Europe de l'Ouest et aux États-Unis par le biais d'une analyse des réponses données par les trois firmes bâloises productrices de colorants (Ciba, Geigy et Sandoz) aux conditions nouvelles créées par la guerre sur les marchés mondiaux. En 1917, les trois firmes fondent la *Basler Interessengemeinschaft* (IG Basel) pour lutter ensemble contre la concurrence internationale et affronter les mesures protectionnistes. Outre la fixation des prix ou encore la coordination de la production ou la recherche, cette alliance de type cartellaire est mise au service d'une politique d'investissements coordonnés, se matérialisant par la fondation d'unités de production communes. C'est le cas en 1920 à Cincinnati (Ohio), qui représente le plus important investissement direct de IG Basel dans les années 1920 et 1930. Sur la base de cet exemple, Manuel Dür montre que l'approfondissement de la collaboration au sein de IG Basel ouvre des possibilités d'investissements sur de nouveaux marchés. Il aborde également les difficultés nouvelles qui émergèrent de cette collaboration.

Enfin, Leo Grob propose une réflexion sur les investissements directs à l'étranger de la firme Alusuisse en mêlant échelles géographiques et relations de pouvoir à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise. En interrogeant le concept de *spatial fixes* développé par le géographe David Harvey, cet article thématise les enjeux liés à l'implantation de lieux de production en Australie et questionne la construction des territoires par les acteurs économiques. Ce faisant, il illustre comment la volonté du management d'éviter les grèves et les fluctuations du personnel influencent l'organisation spatiale et les caractéristiques de la production. L'article ouvre ainsi des perspectives alternatives aux conceptions classiques utilisées pour rendre compte de l'histoire des entreprises, trop souvent formulées en termes restreints de stratégies de marché ou d'efficience managériale.

Les articles réunis dans ce numéro offrent trois contributions importantes. Une première se situe dans la réflexion de longue durée sur l'histoire des entreprises. Si la contribution d'Ulla Kypta sur les XVe et XVIe siècles nous incite à interroger le concept même d'entreprise, l'exemple de l'Abbaye de Muri fournit un exemple original d'application d'une grille de lecture en termes d'histoire d'entreprise à un objet atypique. Les historien·ne·s qui ont participé à ce numéro ne peuvent en ce sens que souscrire aux suggestions d'Oscar Gelderblom et de Francesca Trivellato, qui soulignent que les comparaisons entre époques historiques *«should not merely consist of applying contemporary notions to the preindustrial period in order to tease out emergence of modern forms in earlier times. What we need is a business history that applies deep empirical knowledge of the heterogeneity of enterprise forms and credit arrangements in the preindustrial world to examine general theoretical claims about the impact of legal, political and social institutions on economic growth and development.»*[5] Les contribu-

tions de Manuel Dür et de Leo Grob, qui portent sur le XXe siècle analysent les microdynamiques de pouvoir internes et externes aux entreprises, renouvelant ainsi des approches classiques de l'histoire des entreprises.

Les différentes échelles abordées par les contributions de Manuel Dür (expatriation des entreprises) et de Leo Grob (*spatial fixes* et localisations des investissements directs à l'étranger) renvoient à la deuxième contribution des articles rassemblés dans ce numéro. Il s'agit de l'importance des jeux d'échelles dans la compréhension des réalités historiques. L'article de Christina Brauner illustre ainsi la complexité des va-et-vient entre Londres et Amsterdam, et donne à voir les médiations – notamment en termes de traductions et de transferts – entre les différents lieux mis en relation par les techniques de lutte contre le feu. Transfert de technologies, stratégies publicitaires et stratégies de localisation commerciale se voient ainsi entremêlées.

Enfin – troisième contribution du numéro – les articles réunis ici offrent des perspectives novatrices sur le rôle économique des institutions, tout autant en tant que «règles du jeu» que comme «cibles» de l'action des acteurs. L'article de Jean Rochat aborde ces questions de manière directe. Il décortique ainsi certains présupposés des théories économiques des institutions et restitue la complexité historique de l'usage et des effets concrets de deux d'entre elles: la société anonyme dans le France du XIXe siècle et les consortages dans le Valais romand dans l'entre-deux-guerres. Boris Belge montre, quant à lui, de quelles manières la quarantaine du port d'Odessa est à la fois une règle du jeu, à laquelle les acteurs doivent se tenir, mais qu'elle est également une pratique construite par les acteurs qui la prennent comme cible d'une action multiforme. Enfin, les difficultés conceptuelles liées à l'utilisation d'«entreprise» au Moyen Âge poussent Ulla Kypta à avoir recours à un raisonnement en termes institutionnels, qu'elle met à profit pour analyser les activités des sociétés marchandes d'Anvers.

En plus des études de cas présentées dans ce numéro, de nombreux objets de recherche – les entreprises familiales, les entreprises publiques, les banques, les universités ou encore les musées –, une fois replacées dans les jeux d'échelles locaux, nationaux et transnationaux qui influencèrent leur développement, offrent des terrains propices aux historien·ne·s.

Notes

1 Thomas David, Tobias Straumann, Simon Teuscher, «Introduction», in *Nouvelles contributions à l'histoire économique*, Annuaire de la Société suisse d'histoire économique et sociale 30, Zurich 2015, 13. Les éditeurs remercient Cristian Consuegra pour son aide rédactionnelle dans la production de ce numéro de *traverse*.

2 William H. Sewell Jr., «A Strange Career. The Historical Study of Economic Life», *History and Theory* 49/4 (2010), 146–166; Francesco Boldizzoni, *The Poverty of Clio. Resurrecting*

Political Economy, Princeton 2011; Guillaume Calafat, Éric Monnet, «Le retour de l'histoire économique», *La Vie des idées*, 5 janvier 2016, www.laviedesidees.fr/Le-retour-de-l-histoire-economique.html.

3 Douglass C. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge 1990; Avner Greif, *Institutions and the Path to the Modern Economy. Lessons from Medieval Trade*, Cambridge 2006; Daron Acemoglu, James A. Robinson, *Why Nations Fail. The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York 2012. Pour une critique de ces contributions «phares», voir par exemple Guillaume Garner, «Histoire économique et Nouvelle Économie Institutionnelle en Allemagne», *Revue de l'IFHA*, 1 (2009), http://ifha.revues.org/346; Regina Grafe, *Distant Tyranny. Markets, Power, and Backwardness in Spain, 1650–1800*, Princeton 2012; Sheilagh Ogilvie, Andre W. Carus, «Institutions and Economic Growth in Historical Perspective», in Philippe Aghion, Steven N. Durlauf (éd.), *Handbook of Economic Growth*, II, Amsterdam 2014, 403–513; Alida Clemente, Roberto Zaugg, «Hermes, the Leviathan, and the Grand Narrative of New Institutional Economics. The Quest for Development in the Eighteenth-Century Kingdom of Naples», *Journal of Modern European History* 15 (2017), 109–129.

4 Geoffrey Jones, Jonathan Zeitlin (éd.), *The Oxford Handbook of Business History*, New York 2008; Geoffrey Jones, «Firms and Global Capitalism», in Larry Neal, Jeffrey G. Williamson (éd.), *The Cambridge History of Capitalism*, vol. 2: *The Spread of Capitalism. From 1848 to the Present*, Cambridge 2015, 169–200; Philip Scranton, Patrick Fridenson, *Reimagining Business History*, Baltimore, 2013; Mark Casson, Catherine Casson, *The Entrepreneur in History. From Medieval Merchant to Modern Business Leader*, Basingstoke 2013.

5 Oscar Gelderblom, Francesca Trivellato, «The Business History of the Preindustrial World. Towards a Comparative Historical Analysis», *Business History* 61/2 (2019), 242.

Unternehmen, Institutionen, Territorien

Pierre Eichenberger, Matthieu Leimgruber, Roberto Zaugg

«Es ist durchaus angebracht, von einer Renaissance der Wirtschaftsgeschichte zu sprechen»,[1] haben die Herausgeber des dreissigsten *Schweizerischen Jahrbuchs für Wirtschafts- und Sozialgeschichte* im Jahr 2015 festgestellt. Nach einer Phase, in der kulturgeschichtliche Ansätze ins Zentrum der Geschichtswissenschaft gerückt waren, lässt sich in den letzten Jahren unter Historikerinnen und Historikern wieder ein stärkeres Interesse für Wirtschaftsgeschichte feststellen. Forschende müssen sich allerdings vielfältigen Herausforderungen stellen, insbesondere dem mittlerweile tiefen Graben zwischen der ökonomisch interessierten Geschichtswissenschaft und den historisch interessierten *economics*. Während die Geschichtsschreibung über längere Zeit ökonomische Problematiken insgesamt eher zweitrangig behandelte, hat sich die Wirtschaftswissenschaft seit den 1970er-Jahren im Zuge einer Mathematisierung und einer Tendenz zur theoretischen Abstraktion zunehmend von den Geistes- und den anderen Sozialwissenschaften losgelöst.

Dieses Themenheft von *Traverse* hat nicht zum Ziel, erneut die Ursachen und Folgen dieser akademischen Abkoppelung und wachsenden Entfremdung zwischen den beiden Disziplinen zu ergründen, die bereits ausführlich diskutiert wurden.[2] Der vorliegende Band möchte vielmehr verschiedene Beiträge vereinen, welche die Interaktionen zwischen drei klassischen Forschungsobjekten der Wirtschaftsgeschichte untersuchen: *Unternehmen*, als zentrale Akteure von Wirtschaft und Gesellschaft; *Institutionen* beziehungsweise formale Regeln, welche darauf abzielen, das Verhalten der Unternehmen zu ordnen und die konstant von sozialen Akteuren neu verhandelt werden; und schliesslich *Territorien*, in denen Unternehmen ihre Aktivitäten ausüben – oder die durch solche Aktivitäten durchquert werden – und die ihrerseits durch ökonomische Praktiken geformt werden. Auf diese Weise will das Themenheft einen Beitrag zur Debatte über die soziale und geografische Einbettung unternehmerischer Tätigkeiten in verschiedenen historischen Epochen leisten.

Die Beiträge dieses Themenheftes verhandeln zum einen Konzepte der Neuen Institutionenökonomik beziehungsweise von deren Kritiker*innen.[3] Zum andern

beziehen sie sich auf Forschungen aus dem unternehmenshistorischen Feld.[4] Die Artikel und die rezensierten Bücher am Ende des Bandes behandeln mannigfaltige Fragen wie: Welche unternehmerischen Organisationsformen haben sich im Verlaufe der Jahrhunderte entwickelt? Wie haben sie mit zeitgenössischen Institutionen interagiert? Und wie haben sie diese Institutionen, sowie die jeweiligen Kontexte, mitgeformt? Welchen Einfluss haben territoriale (und im erweiterten Sinne räumliche) Faktoren auf Unternehmensstrategien? Anhand von welchen Massstäben können Historikerinnen und Historiker solche Praktiken untersuchen? Inwiefern können Studien zur Interaktion zwischen Wirtschaftsakteuren, Institutionen und Territorien zur theoretischen Erneuerung der unternehmenshistorischen Forschung beitragen?

Der Band umfasst sieben Beiträge. Ulla Kypta eröffnet das Themenheft mit einer Fallstudie, die sich mit der Stadt Antwerpen im Spätmittelalter beschäftigt. In ihrem Beitrag stellt sie die Adäquanz der Kategorien *Firma* und *Unternehmen* infrage, um die Organisationsformen des Handels mittelalterlicher Kaufleute zu beschreiben. Diese Termini suggerieren eine abgrenzbare, hierarchisch strukturierte Einheit, die sich bei Handelsgesellschaften im spätmittelalterlichen Antwerpen nicht finden lassen. Im 15. und 16. Jahrhundert bezeichnete der Begriff *Gesellschaft* keine klar identifizierbare Einheit, sondern das gemeinsame Kapital. Den Gesellschaften wurden entsprechend auch keine Angestellten zugeordnet und sie traten nicht deutlich sichtbar als solche nach aussen in Erscheinung. Der Vergleich mit heutigen Unternehmen ist deshalb irreführend. Um zu beschreiben, in welchen Formen und Strukturen mittelalterliche Kaufleute ihr Handeln koordinierten, bietet sich, so argumentiert die Autorin, die Institutionenanalyse als geeignete Untersuchungsmethode an. Sie ermögliche es, formelle und informelle Strukturen, Regeln und Normen zu analysieren, ohne dass diese sich zu einer abgrenzbaren Einheit fügen müssen.

Der Beitrag von Christina Brauner untersucht Praktiken der Werbung um 1700 anhand eines eher ungewöhnlichen Beispiels: der Vermarktung von Brandspritzen in den Niederlanden und England. Der Artikel behandelt einerseits die Frage nach der Spezifizität der Werbestrategien, die in einer gegebenen Marktkonstellation angewandt wurden. Käufer für diese Löschtechnik fanden sich zunächst vor allem unter obrigkeitlichen Akteuren, einschlägige Werbung zielte aber auch auf eine Diversifizierung sowohl der Käuferschaft wie der angebotenen «Produkte». Andererseits diskutiert die Autorin anhand des Beispiels eines Londoner Brandspritzenmachers mit niederländischen Wurzeln das Zusammenspiel von Lokalisierungsstrategien und Verflechtungsbezügen. Wie für frühneuzeitliche Technik typisch, war auch die Löschtechnik in vielfältige grenzüberschreitende Austauschprozesse verwickelt. Zugleich nutzten Brandspritzenmacher Strategien der Lokalisierung, um sich zielgerichtet an Publika vor Ort zu adressieren.

Ebendiese lokalisierenden Werbestrategien, so die These des Artikels, lassen sich ihrerseits als Produkte von Übersetzungen und Transfers begreifen.

Der Beitrag von Nina Flurina Caprez, Pascal Pauli und Annina Sandmeier-Walt beschäftigt sich mit einem für Wirtschaftshistoriker*innen auf den ersten Blick überraschenden Forschungsgegenstand. In ihrem Artikel untersuchen sie die Geschichte des Klosters von Muri, das während des langen 19. Jahrhunderts vor existenziellen Herausforderungen stand, die durch politische Veränderungen ausgelöst wurden. Der Fokus des Artikels liegt auf den Anpassungsstrategien, die der Konvent mit seiner Klosterökonomie verfolgte, um Krisen und Wandel zu überstehen. Die Autor*innen identifizieren eine von Privilegien und gutem Personalmanagement geprägte Phase in der Frühen Neuzeit, in der das Kloster beachtlichen Wohlstand erreichte. Später führten Umstrukturierungen, hohe Abgaben und ökonomisches Unvermögen der Äbte jedoch zum wirtschaftlichen Niedergang. Die Aufhebung des Klosters in Muri im Jahr 1841 und die Übernahmen neuer Standorte in Sarnen (Kanton Obwalden) und in Gries (Südtirol) veränderten die Gemeinschaftsform und die wirtschaftlichen Tätigkeitsbereiche des Klosters. Nach dem Ersten Weltkrieg stellten sich neue, durch politischen Wandel und Vermögensverluste hervorgerufene Probleme, in deren Folge der Transfer von Vermögenswerten aus Südtirol in die Schweiz zur vielseitig angewendeten Hauptstrategie des transnationalen Konvents wurde.

Boris Belge untersucht in seinem Beitrag den Pestausbruch des Jahres 1837 in der südrussischen Hafenstadt Odessa aus wirtschafts-, sozial- und kulturgeschichtlicher Perspektive. Sein Blick richtet sich auf die Massnahmen, die im Rahmen der Quarantäne eingeführt wurden, die Akteure, die mit ihrer Ausführung betraut wurden, wie auch auf die Matrosen und Kapitäne, die sich an die Regelungen halten mussten. Wie Belge darstellt, waren die Verfahren der Seuchenprävention stärker durch die bisherigen Erfahrungen der militärischen und wirtschaftlichen Verwaltungen als durch die Statuten und Reglemente beeinflusst. Der Pestausbruch macht etabliertes Wissen, Praktiken und Machtkonstellationen, umstrittene Verhaltensoptionen und eigennützige Aneignungen der Institution Quarantäne sichtbar. Indem Belge ökonomische Konzepte wie den *moral hazard* alternativen Ansätzen gegenüberstellt, die Wissensproduktionen und konkrete Praktiken in den Fokus rücken, gewährt der Artikel neue Perspektiven auf die Institution der Quarantäne, die im Spannungsfeld gesundheitspolitischer und wirtschaftlicher Zielsetzungen steht.

Der Beitrag von Jena Rochat beschäftigt sich mit der Debatte zwischen Vertreter*innen und Kritiker*innen der Institutionenökonomik. Rochat stellt mit Bedauern fest, dass die Annäherung zwischen den Wirtschaftswissenschaften und den anderen Sozialwissenschaften – und insbesondere der Geschichte –, die sich mit dem Aufstieg der Institutionenökonomik verheissungsvoll angekün-

digt hatte, nicht eingetreten ist. Rochat zeigt auf, weshalb die Begegnung nicht stattgefunden hat. Er kritisiert die *endowment perspective*, in welcher – oft implizit – angenommen wird, dass Institutionen einen intrinsischen Wert besitzen und in Bezug auf die Wirtschaft exogen sind; mit anderen Worten: dass sie – unabhängig vom jeweiligen historischen Kontext – als positiv oder negativ eingestuft werden können. Anhand von zwei Fallstudien – die erste fokussiert auf die Entwicklung und den Gebrauch des Aktienrechts im Frankreich des 19. Jahrhunderts; die zweite untersucht Genossamen im französischsprachigen Wallis in der Zwischenkriegszeit – plädiert er dafür, dass Historiker*innen die konkrete Aktivierung von Institutionen ins Zentrum der Untersuchung stellen sollten.

Manuel Dür untersucht die tiefgreifende Zäsur, die der Erste Weltkrieg für zahlreiche multinationale Unternehmen in Westeuropa und den Vereinigten Staaten von Amerika bedeutete. In seinem Beitrag stellt er dar, welche Strategien die drei Basler Farbstoffproduzenten Ciba, Geigy und Sandoz verfolgten, um sich an die kriegsbedingten Umwälzungen auf den Weltmärkten anzupassen. 1917 schlossen sich die drei Firmen in der Basler Interessengemeinschaft zusammen, um der verschärften Konkurrenzsituation und der protektionistischen Ausrichtung zu begegnen. Neben Absprachen über die Preisgestaltung sowie die Produktions- und Forschungsgebiete sollte die kartellartige Verbindung helfen, die Investitionspolitik durch gemeinsam betriebene und finanzierte Produktionsstätten zu verstärken und abzustimmen. Die 1920 erfolgte Etablierung eines solchen Gemeinschaftswerks im amerikanischen Cincinnati, Ohio, stellte in diesem Rahmen die grösste Direktinvestition der IG Basel in den 1920er- und 1930er-Jahren dar. Anhand des US-amerikanischen Gemeinschaftswerks zeigt Dür exemplarisch auf, wie die institutionell verdichtete Zusammenarbeit in der Interessengemeinschaft einerseits neue Möglichkeiten bezüglich der fabrikatorischen Präsenz auf den wichtigsten Zielmärkten eröffnete, andererseits deren Realisierung aber durch den Zusammenschluss unterschiedlicher Interessenlagen neue Probleme und Konflikte produzierte.

Schliesslich präsentiert Leo Grob eine Analyse der ausländischen Direktinvestitionen der Firma Alusuisse, in der er sowohl geografische Bezüge berücksichtigt als auch die Machtstrukturen innerhalb des Unternehmens untersucht. Er leistet damit einen Beitrag zur historischen Forschung zu schweizerischen Direktinvestitionen im Ausland, in welcher die Standorte und Akteure bisher vernachlässigt wurden. In seinem Artikel thematisiert er – unter Verwendung des vom Geografen David Harvey entwickelten Konzepts der *spatial fixes* – die Gründung von Produktionsstätten im Ausland und untersucht dabei, wie verschiedene Akteure wirtschaftliche Territorien konstruierten. Er veranschaulicht, wie die Bemühungen des Managements, Streiks und Personalfluktuationen zu verhindern, die räumliche und technische Organisation des Produktionsstandorts beeinflussten.

Der Artikel stellt dabei klassischen Konzeptionen der Unternehmensgeschichte, die sich allzu oft an zu engen Begriffen der Marktstrategien und effizienzorientiertem Managementhandeln orientierten, alternative Zugänge gegenüber.

Die Artikel in diesem Themenband eröffnen in dreifacher Hinsicht wichtige Einsichten für die aktuelle Forschung. Ein erster Forschungsbeitrag liegt in der Perspektivierung der Unternehmensgeschichte in der *longue durée*. Während etwa der Artikel von Ulla Kypta uns mit Blick auf das 15. und 16. Jahrhundert anregt, den Begriff des Unternehmens an sich zu hinterfragen, stellt die Untersuchung des Klosters Muri in diesem Band eine originelle Anwendung unternehmensgeschichtlicher Ansätze auf ein atypisches Untersuchungsobjekt dar (vgl. den Beitrag von Flurina Caprez, Pascal Pauli und Annina Sandmeier-Walt). Die Historiker*innen, die an diesem Themenband mitgewirkt haben, befinden sich in diesem Sinne in Übereinstimmung mit Oscar Gelderblom und Francesca Trivellato, die betonen, dass epochenübergreifende Vergleiche «should not merely consist of applying contemporary notions to the preindustrial period in order to tease out emergence of modern forms in earlier times. What we need is a business history that applies deep empirical knowledge of the heterogeneity of enterprise forms and credit arrangements in the preindustrial world to examine general theoretical claims about the impact of legal, political and social institutions on economic growth and development.»[5] Die Beiträge von Manuel Dür und Leo Grob, die sich mit dem 20. Jahrhundert beschäftigen und die Mikrodynamiken der internen und externen Machtkonstellationen in Unternehmen analysieren, zeigen dabei Zugänge zu einer erneuerten Unternehmensgeschichte auf.

Die unterschiedlichen Ebenen, die durch die Beiträge von Manuel Dür (Expatriierung von Firmen) und Leo Grob (*spatial fixes* und Verortung von Direktinvestitionen im Ausland) thematisiert werden, verweisen auf den zweiten Forschungsbeitrag, den die Artikel dieses Bands zu leisten vermögen: Die Fallstudien zeigen die Wichtigkeit der *jeux d'échelles* für das Verständnis historischer Realitäten auf. Der Artikel von Christina Brauner illustriert die Komplexität der Beziehungen zwischen London und Amsterdam und beschreibt die Mediationen – sie spricht von Übersetzungen und Transfers – zwischen den unterschiedlichen Orten, die durch Techniken der Feuerbekämpfung zueinander in Beziehung gesetzt werden. Wie sie anhand der Fallstudie veranschaulicht, waren Technologietransfers, Werbestrategien und kommerzielle Lokalisierungsstrategien eng miteinander verbunden.

Schliesslich tragen die Artikel des Themenbands zu den aktuellen Forschungsdebatten bei, indem sie neue Perspektiven auf die ökonomische Rolle von Institutionen eröffnen, und zwar sowohl in Bezug auf etablierte «Spielregeln» als auch in Bezug auf «Handlungsziele» von Akteuren. Der Artikel von Jean Rochat geht diese Fragen auf direkte Weise an. Er analysiert verschiedene Annahmen institu-

tionenökonomischer Theorien und verdeutlicht die historische Komplexität der Nutzung und der konkreten Auswirkungen von Institutionen anhand zweier Beispiele: der Aktiengesellschaft in Frankreich im 19. Jahrhundert und den Genossamen im französischsprachigen Wallis in der Zwischenkriegszeit. Boris Belge zeigt demgegenüber auf, dass die Quarantäne des Hafens von Odessa sowohl unter dem Blickwinkel eines Regelwerks, an das sich die Beteiligten zu halten hatten, als auch unter der Perspektive einer konstruierten Praktik analysiert werden kann, mit welcher die Akteure mannigfaltige und differente Handlungsziele verbanden. Konzeptuelle Schwierigkeiten im Umgang mit dem Begriff Unternehmen haben Ulla Krypta schliesslich veranlasst, die Institutionenanalyse für die Untersuchung von Handelssozietäten im spätmittelalterlichen Antwerpen fruchtbar zu machen.

Über die Fallstudien dieses Themenbands hinaus bieten sich zahlreiche weitere Forschungsobjekte wie Familienunternehmen, öffentliche Unternehmen, Banken, Universitäten oder auch Museen für historiografische Studien an. Eine Analyse dieser Untersuchungsgegenstände in ihren lokalen, nationalen und internationalen Zusammenhängen eröffnet Historikerinnen und Historikern vielversprechende Forschungszugänge und neue Ergebnisse.

(Übersetzung: Florian Müller)

Anmerkungen

1 Thomas David, Tobias Straumann, Simon Teuscher, «Einleitung», in *Neue Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte*. Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte 30, Zürich 2015, 7. An dieser Stelle sei Cristian Consuegra für die redaktionelle Mitarbeit an diesem *Traverse*-Themenheft gedankt.

2 William H. Sewell Jr., «A Strange Career. The Historical Study of Economic Life», *History and Theory* 49/4 (2010), 146–166; Francesco Boldizzoni, *The Poverty of Clio. Resurrecting Political Economy*, Princeton 2011; Guillaume Calafat, Éric Monnet, «Le retour de l'histoire économique», *La Vie des idées*, 5 janvier 2016, www.laviedesidees.fr/Le-retour-de-l-histoire-economique.html.

3 Douglass C. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge 1990; Avner Greif, *Institutions and the Path to the Modern Economy. Lessons from Medieval Trade*, Cambridge 2006; Daron Acemoglu, James A. Robinson, *Why Nations Fail. The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York 2012. Für kritische Beiträge vgl. Guillaume Garner, «Histoire économique et Nouvelle Économie Institutionnelle en Allemagne», *Revue de l'IFHA*, 1 (2009), http://ifha.revues.org/346; Regina Grafe, *Distant Tyranny. Markets, Power, and Backwardness in Spain, 1650–1800*, Princeton 2012; Sheilagh Ogilvie, Andre W. Carus, «Institutions and Economic Growth in Historical Perspective», in Philippe Aghion, Steven N. Durlauf (Hg.), *Handbook of Economic Growth*, Bd. 2, Amsterdam 2014, 403–513; Alida Clemente, Roberto Zaugg, «Hermes, the Leviathan, and the Grand Narrative of New Institutional Economics. The Quest for Development in the Eighteenth-Century Kingdom of Naples», *Journal of Modern European History* 15 (2017), 109–129.

4 Geoffrey Jones, Jonathan Zeitlin (Hg.), *The Oxford Handbook of Business History*, New York 2008; Geoffrey Jones, «Firms and Global Capitalism», in Larry Neal, Jeffrey G. Williamson (Hg.), *The Cambridge History of Capitalism*, Bd. 2: *The Spread of Capitalism. From 1848 to the Present*, Cambridge 2015, 169–200; Philip Scranton, Patrick Fridenson, *Reimagining Business History*, Baltimore 2013; Mark Casson, Catherine Casson, *The Entrepreneur in History. From Medieval Merchant to Modern Business Leader*, Basingstoke 2013.

5 Oscar Gelderblom, Francesca Trivellato, «The Business History of the Preindustrial World: Towards a Comparative Historical Analysis», *Business History* 61/2 (2019), 242.